

SITUATION CRITIQUE EN ZONE CEMAC : L'ÉPÉE DE DAMOCLÈS BRANDIE PAR LE FMI !

11 Décembre 2024



L'objectif de la présente analyse est de dresser un état des lieux préoccupant de la situation économique de la sous-région CEMAC. Par conséquent, cela souligne l'urgence de mener des réformes structurelles appropriées. Qu'on le veuille ou non, les jours, mois et années à venir seront marqués par des turbulences, et il est crucial d'éviter la double tentation de minimiser la situation et de permettre des dérapages budgétaires susceptibles de fragiliser davantage la stabilité macroéconomique de la sous-région.

La situation macroéconomique de la CEMAC présente des signaux d'alerte préoccupants. En effet, bien que la croissance économique de la sous-région soit positive, elle demeure atone. Le niveau d'inflation est au-dessus des seuils de convergence de la CEMAC, et la CEMAC se trouve à la frontière du risque de surendettement. De plus, les réserves extérieures suivent une tendance baissière malgré le coût élevé des prix du pétrole, tandis que les dérapages budgétaires s'amplifient. À court terme, cette cartographie assombrissante de la CEMAC compromet le décaissement des appuis budgétaires du FMI au profit du Cameroun, du Congo et de la RCA. Seul un engagement régional des plus hautes autorités de la CEMAC pourrait débloquer la situation.

- *Un constat de fragilité révélateur de l'échec des réformes entreprises ?*

La situation des réserves dans la CEMAC est inquiétante, avec une tendance à la baisse constante. De celles-ci Les pays de la CEMAC, tels que le Cameroun, le Congo et la RCA, risquent de ne pas recevoir de soutien budgétaire du FMI sans un engagement régional fort de la part

des chefs d'État. Quoi qu'il en soit, cet appui interviendra plus tard que prévu. Cette situation fait suite à l'engagement des pays de la CEMAC avec le FMI en 2017.

Quatre faits majeurs ont amplifié la situation ;

Le faible rapatriement des recettes d'exportation des entreprises extractives, qui serait selon la BEAC de 35 %, soulève d'importantes préoccupations.

Le remboursement anticipé de l'Eurobond Gabonais à travers l'épargne domestique.

Bien que cette initiative puisse soulager la pression sur la dette nationale tout en renforçant la confiance des investisseurs dans les instruments financiers du pays, il n'en demeure pas moins que le timing choisi, relatif à la baisse des réserves extérieures, suscite des préoccupations et contribue à fragiliser la position extérieure de la sous-région. En effet, cela soulève des questions critiques sur les compromis entre la réduction de la dette et l'investissement domestique, qui sont essentiels pour une croissance économique durable. Le remboursement anticipé de l'Eurobond gabonais, alors que les réserves de la sous-région sont en baisse, représente un risque important pour la stabilité économique de la CEMAC.

Le reprofilage de la dette du Congo est une démarche cruciale pour améliorer la viabilité financière du pays face à des défis économiques persistants. Bien qu'il offre la possibilité de réduire la charge de la dette et de libérer des ressources pour le développement, il comporte des risques importants qui nécessitent une gestion prudente et des négociations efficaces avec les créanciers. Cette opération présente deux risques majeurs:

1. L'accumulation des arriérés avec des coûts supplémentaires : Si le reprofilage n'est pas bien géré, le gouvernement pourrait accumuler des arriérés de paiement, ce qui entraînerait des pénalités et des taux d'intérêt plus élevés à l'avenir. Cela pourrait également nuire à la réputation du pays auprès des investisseurs et des créanciers, rendant plus difficile l'accès à de nouveaux financements.
2. La fragilité du système financier : Le processus de reprofilage peut accroître la vulnérabilité du système financier, surtout si les banques et les institutions financières détiennent une part importante de la dette publique. Une mauvaise gestion ou des retards dans le remboursement pourraient entraîner des pertes pour ces institutions, nuisant ainsi à leur stabilité et à leur capacité à prêter, ce qui pourrait ralentir la croissance économique du pays.

La situation économique actuelle de la CEMAC présente plusieurs risques significatifs, notamment sur les finances publiques et les réserves extérieures.

La gouvernance est en débat, et notamment les décisions sur les finances publiques (qui peinent à ramener l'inflation au niveau de la norme communautaire qui est de 3%, elle est de plus de 4% actuellement) et la gouvernance des institutions de la CEMAC et leur capacité à contraindre les États à respecter les données de convergence de la zone CEMAC.

- *Un état des lieux préoccupant !*

Le tableau ci-après présente une cartographie succincte de la situation de la CEMAC

Tableau : cartographie de l'état des lieux de la CEMAC

<p>Situation globale : Tendence à la baisse constante des réserves de la sous-région CEMAC qui sont de 2,1 mois en dehors des appuis du FMI malgré les réformes appliquées et le cours élevé des matières premières ; ce qui laisse observer une instabilité macroéconomique de la sous-région</p> <p>Risque critique : retard dans le versement de l'appui du FMI aux trois pays sous-programme et risque de tension de trésorerie</p> <p>Action urgente : Haut engagement des Chefs d'Etats à réduire le risque d'équilibre macroéconomique de la sous-région CEMAC</p>				
État des lieux suivant 4 critères				
<i>Endettement maîtrisé</i>	<i>non</i>	<i>Fragilité du secteur bancaire dans la sous-région</i>	<i>Problèmes budgétaires</i>	<i>Risques politiques et économiques</i>
Accumulation des arriérés de la dette de certains Etats		Taux de créances douteuses à la hausse	Dérapages budgétaires sur des décisions ayant entraîné une baisse considérable des devises de la sous-région	Au moins deux pays de la sous-région sont concernés par l'élection présidentielle en 2025 dans des contextes particuliers
Accumulation de la dette intérieure (auprès des acteurs économiques locaux)		Nombre croissant des banques insolubles : 40% de banques de la sous-région CEMAC ne	Retard dans la mise en œuvre des réformes	Seuls trois pays sur 6 sont sous programme avec le FMI. Ce qui ne permet pas de mener des

	respectent pas le ratio de couverture du risque par les fonds propres		reformes avec synergie
S'endetter pour rembourser la dette intérieure		Expansion budgétaire par l'endettement ce qui entraîne une fragilité communautaire	
Reprofilage de la dette		Réformes axées sur les équilibres macro économiques et pas orientées vers la croissances : conséquence de l'ajustement	
Globalement les charges sont largement supérieures aux dépenses incompressibles des Etats et l'endettement est utilisé pour financer les déficits			
Les Etats peinent de plus en plus à lever les fonds au niveau de l'épargne domestique			
Le coût du financement de la dette est au plus haut depuis 2016			

QUE FAIRE ?

L'actualité pourrait laisser penser à une rencontre urgente des Chefs d'États de la CEMAC, donnant lieu à des engagements visant à limiter les risques actuellement encourus au sein de la sous-région ; cela soulève la question de l'importance du respect des interdépendances entre les pays de la sous-région dans la prise de décision politique et économique.

C'est donc l'occasion pour la structure dont j'ai la charge (le programme de gestion de politique économique de l'université de Yaoundé II) , préoccupée par les questions de politiques économiques des États de la CEMAC et des Grands Lacs, d'engager une conversation technique sur ce sujet. En effet, il serait illusoire de laisser cette problématique aux seules mains des politiciens et des membres du gouvernement, souvent « traqués » par les agents du FMI, de la Banque mondiale et d'autres partenaires dits « bailleurs de fonds ». Il est urgent d'engager une réflexion qui combine à la fois préoccupations économiques, politiques, sociales, voire écologiques. Je refuse de croire que les solutions à court terme, certes importantes, suffisent à elles seules pour renverser une tendance qui peine à se redresser depuis 2017, soit déjà sept ans. Cette conviction est renforcée par les faits actuels, qui montrent que, malgré les réformes engagées (timidement pour certaines, hélas !) et une conjoncture relativement favorable sur le marché des matières premières, les résultats montrent une dégradation de la situation en zone CEMAC depuis bientôt deux ans.

Il convient d'indiquer que les laboratoires de recherche des universités, les travaux des professionnels et la prise en compte des avis divers constituent un levier dans la recherche de solutions viables et durables. La tendance à répondre aux crises structurelles par des solutions conjoncturelles est vouée à l'échec. Malheureusement, c'est ce que l'on observe depuis 2017.

Le programme de formation en gestion de la politique économique (GPE) suit donc cette actualité avec intérêt et se propose d'offrir sa contribution au débat.

Pr Viviane Ondoua Biwolé, experte en question de gouvernance

Directrice du Programme de formation en Gestion de la politique économique (GPE) –
Université de Yaoundé II